

De Luca, Anthony R. *Great Power Rivalry at the Turkish Straits : The Montreux Conference and Convention of 1936*. New York, Columbia University Press, 1981, 224 p.

Norma Salem

Volume 12, numéro 4, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701286ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701286ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Salem, N. (1981). Compte rendu de [De Luca, Anthony R. *Great Power Rivalry at the Turkish Straits : The Montreux Conference and Convention of 1936*. New York, Columbia University Press, 1981, 224 p.] *Études internationales*, 12(4), 810–811. <https://doi.org/10.7202/701286ar>

auront recours à des feux qui détruiront toute vie animale et végétale. D'ailleurs, ces faits sont encore constatables dans de nombreux pays du Tiers Monde.

Que d'autres illusions, aussi, de la part de l'auteur !

Il met en doute, p. 88, la « prétendue » agressivité innée de l'être humain. Je ne veux pas exagérer celle-ci, mais l'homme est quand même pratiquement le seul être vivant à tuer sans nécessité physique.

Il fait ressortir, p. 116, la « qualité » de certains protagonistes de l'aventure humaine : les Espagnols dans la conquête de l'Amérique, les Britanniques dans la construction de leur empire. Il serait, à mon sens, plus équitable de reconnaître à ces protagonistes du courage et de la chance, ainsi que, et surtout, des techniques plus avancées. Je doute de la supériorité qualitative de Cortez par rapport à Montezuma, de Pizarre par rapport à Atahualpa, de Clive à l'égard de Tippoo-Sahib.

Si je reproche à M. Peccei de ne pas tenir compte de la réalité du passé, je regrette aussi qu'il ne formule guère pour l'avenir de propositions concrètes. Je sais que c'est difficile, sinon impossible. Mais changera-t-on cet avenir avec de belles phrases, quelle que soit la valeur et l'autorité (j'allais écrire « qualité ») de leurs auteurs ?

M. Peccei écrit, p. 135 : « Il faut créer à l'avance la conscience de l'impératif d'une solidarité globale » ; et il cite, p. 126, Jean-Paul II : « Il y a une dimension fondamentale qui est capable de bouleverser jusque dans leurs fondements les systèmes qui structurent l'ensemble de l'humanité » !!!

Au risque de paraître un débile mental, je préférerais un langage plus clair et des propositions plus concrètes.

Je suis d'accord avec M. Peccei quand, dans les dernières pages de son livre, il souhaite un renouveau de la spiritualité et la création d'un nouvel humanisme. Qui peut, en effet, parmi ses lecteurs, ne pas être d'accord ? Mais en dehors de ceux-ci, que signifient spiritualité et humanisme aux milliards d'êtres humains qui ne savent pas si demain ils seront encore en vie ?

En conclusion, M. Peccei a écrit quelques pages qui, à juste titre, font le point de la situation présente. C'est bon ; mais certes pas suffisant.

Car ce n'est qu'un beau discours de plus, généreux d'intentions, mais très technocrate ou universitaire et qui ne présente qu'un seul « petit » défaut : être écrit par quelqu'un qui, fort heureusement pour lui, est bien loin des problèmes dont il traite.

Maurice PONCELET

*Faculté d'administration
Université d'Ottawa*

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DE LUCA, Anthony R. *Great Power Rivalry at the Turkish Straits: The Montreux Conference and Convention of 1936*. New York, Columbia University Press, 1981, 224 p.

L'auteur de cet ouvrage d'histoire diplomatique se fixe, dans sa préface, l'objectif suivant : préparer une étude compréhensive des intérêts géopolitiques autour des détroits du Bosphore et Marmara dans le cadre des relations internationales du 20^e siècle. Pour atteindre cet objectif, l'auteur divise son propos en deux volets : 1) démontrer que la Convention de Montreux ne représente guère une victoire pour le principe de la loi internationale et de la sécurité collective mais, au contraire, que la Convention prouve toujours la prédominance des souverainetés étatiques et de la diplomatie des alliances ; et 2) démontrer que la guerre froide, depuis les années quarante, a différé toute remise en question de la Convention de Montreux.

Ainsi, dans un renouveau possible du conflit entre les grandes puissances, la Convention pourrait être un prélude au jeu politique pour la domination d'un levier stratégique de l'alliance occidentale, la Turquie faisant partie de l'OTAN avec des frontières communes avec l'URSS.

Le point faible de ce livre est que l'auteur n'utilise pas du tout les archives ottomanes-turques bien que le sujet qu'il traite est intrinsèque à l'Empire ottoman dont la Turquie est la première héritière. Il ne les utilise même pas dans les sections qui prétendent donner le point de vue turc (voir « The Dispute as seen from the Turkish Vantage Point », pp. 61-99). Ainsi, la perspective est, au départ, eurocentriste au sens le plus étroit – on pourrait même la limiter à la Grande-Bretagne dans un premier temps et aux États-Unis dans un deuxième temps. En fait, l'auteur commet l'erreur de s'identifier à tel point qu'il utilise la première personne De Luca en parlant de la Grande-Bretagne (p.67).

Ce biais risque de confondre le jugement de l'auteur vu que la Convention de Montreux traitait justement du conflit entre deux principes: le principe de la souveraineté nationale de la Turquie et le principe de la liberté de passage international dans les détroits. Cet aspect des études qui traitent de relations internationales prend plus d'importance dans un monde qui se rétrécit de plus en plus par la technologie avancée et où la loi internationale de la mer est encore en voie de développement.

Dans la mesure où cette recherche ne s'appuie pas sur les archives turques, les jugements de l'auteur formulés dans son énoncé d'objectifs ne peuvent être valables et l'on peut considérer ce livre comme une étude « compréhensive » de la question. Elle n'aborde tout au plus qu'une dimension étroite d'une réalité plus complexe.

Norma SALEM

Centre for Developing Area Studies
Université McGill

WEINBERG, Gerhard L. *The Foreign Policy of Hitler's Germany: Starting World War II, 1937-1939*. Chicago. University of Chicago Press, 1980, 740 p.

Le titre introduit la thèse que l'auteur entend soutenir, soit que la politique étrangère de l'Allemagne nazie engendra la Seconde Guerre mondiale. La période 1937-1939, rappelle-t-il à la page 192, fut marquée par des projets d'expansion à Berlin, tandis que l'An-

gleterre et la France cherchaient surtout à éviter la guerre. Qui plus est, ces projets furent conçus et dirigés dans les moindres détails par Adolf Hitler lui-même.

Au risque de défoncer quelques portes ouvertes, Gerhard Weinberg cherche visiblement à réfuter les affirmations de l'école révisionniste sur la question. C'est pourquoi on est surpris par l'absence dans sa bibliographie de l'ouvrage controversé de l'historien anglais, A. J. P. Taylor, *Les Origines de la Seconde Guerre mondiale*, paru en 1961. Ce dernier avait partagé les responsabilités du conflit entre l'Allemagne et ses éventuels adversaires. Avec l'étude de Weinberg, nous voilà revenus au verdict du tribunal de Nuremberg: le Reich, poussé par son chef démoniaque, doit seul porter le blâme.

Une documentation exhaustive, puisée dans les archives d'État de plusieurs pays, sert à étayer le présent ouvrage. Mais c'est surtout le journal intime de Helmuth Groscurth, ancien officier de l'*Abwehr*, publié en 1970, qui permet à l'auteur d'affirmer que Hitler avait consciemment préparé une guerre contre la Pologne. L'intervention, en septembre 1938, du premier ministre britannique, Neville Chamberlain, avait empêché le Führer de mener à bien ses projets de vaincre la Tchécoslovaquie par les armes. L'année suivante, Hitler ne se laisserait pas détourner de « sa » guerre.

Mais quelle était, au juste, la guerre voulue par Hitler en septembre 1939: une guerre contre la Pologne seule ou bien un conflit plus général, comprenant la France et la Grande-Bretagne? Selon Weinberg, il visait surtout les démocraties occidentales. Une telle affirmation repose sur peu d'évidences: des propos tenus par Hitler à Mussolini au moment de préparer le soi-disant « pacte d'acier » en 1938. Elle est d'ailleurs infirmée par le fait, admis par l'auteur, que l'« espace vital », tant convoité par le dictateur allemand, se trouvait à l'est.

La question des rapports entre l'Allemagne nazie et les démocraties occidentales constitue la principale faiblesse de l'ouvrage. Elle révèle l'incompréhension de l'auteur face à la politique britannique et française. Son affirmation (p. 53) que certains députés tra-